

le droit d'accéder à l'ALENA, rien ne nous empêche d'y accueillir ultérieurement tous les pays disposés à se plier à ses règles et à ses obligations. Dans une zone de libre-échange, la seule «épreuve décisive» concernant l'accession devrait consister à exiger du pays visé qu'il s'engage à respecter les obligations liées à un libre-échange authentique, et se montre prêt à collaborer afin de faire progresser le commerce et les investissements.

Une telle évolution de l'ALENA pourrait avoir des répercussions au-delà de l'hémisphère. Elle montrerait aux autres pays qui refusent de tenir compte de nos objectifs relatifs à l'accès aux marchés et aux réformes à y apporter que, en plus d'un engagement fondamental envers la nouvelle Organisation mondiale du commerce, cet hémisphère dispose d'une stratégie à long terme et d'une orientation bien définie.

Il est généralement reconnu que la libéralisation du commerce et les réformes économiques nationales vont de pair. Et nulle part au monde la volonté de réformer et de libéraliser l'économie n'est plus ferme et plus révolutionnaire que dans cet hémisphère. Le Brésil a fourni, il y a peu, un bon exemple de cette tendance, et la récente élection de M. Fernando Henrique Cardoso est de bon augure.

Appelés à choisir entre deux options bien précises lors des élections du mois dernier, soit intégrer l'économie mondiale, avec tous les défis et les possibilités que cela comporte, soit se retirer dans un cocon national sans surprise mais de plus en plus étriqué, les Brésiliens ont opté pour l'ouverture sur le monde. Tous ceux qui croient en la libéralisation commerciale et économique doivent, à mon instar, considérer cette élection comme un important pas en avant pour le Brésil.

Une nouvelle monnaie, des politiques monétaire et fiscale rigoureuses, une déréglementation des prix et l'élimination d'importants obstacles aux importations ont déjà donné des résultats tangibles au Brésil. Le taux d'inflation mensuel, qui avoisinait les 50 p. 100 au printemps dernier, se situe maintenant à 2 ou 3 p. 100. La croissance réelle du PIB [produit intérieur brut] devrait atteindre 4 p. 100 cette année et 5 p. 100 l'an prochain.

Le programme de privatisation du Brésil et d'autres réformes ont attiré un grand nombre d'investissements privés. Son dynamisme national s'est en outre déjà traduit par une politique énergique et orientée vers l'extérieur en matière de commerce et d'investissement. Le taux moyen des droits imposés par le Brésil est passé de plus de 65 p. 100 à 14 p. 100, et l'interdiction d'importer des biens concurrençant les produits nationaux a été levée.